



**FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

**BURUNDI** |

**Un gouvernement composé d'acteurs clés de la répression politique et des crimes économiques inquiète le peuple burundais**

*Rapport sur la gouvernance et les droits économiques et sociaux au Burundi*

**juin 2020**

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	i
0.INTRODUCTION .....	1
I. DISPARITION DU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA SUIVIE PAR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT COMPOSE DE RESPONSABLES AVERES DE LA REPRESSION AVEUGLE CONTRE LES OPPOSANTS POLITIQUES .....	2
II. DES VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME LIEES AU DEUIL DE FEU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA .....	5
III. ECONOMIE : FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET SPECULATIONS RECCURENTES AUTOUR DU SUCRE PRODUIT PAR LA SOSUMO .....	9
IV. LA PANDEMIE DU COVID-19 SE PROPAGE A UNE GRANDE ALLURE SUR FOND DE CARENCE DE MEDICAMENTS .....	13
V. EDUCATION : DETOURNEMENT DES AIDES MALGRE L'INSUFFISANCE DU MATERIEL DIDACTIQUE, DE BANCS PUPITRES ET DE MATELAS DANS LES ECOLES .....	16
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	19

## **0.INTRODUCTION**

Le mois de juin 2020 est un mois qui a été marqué par des événements politiques importants. Il s'agit de la validation, le 4 juin 2020, par la Cour Constitutionnelle, des résultats controversés des scrutins du 20 mai 2020, la mort inopinée du Président Pierre Nkurunziza le 08 juin 2020 suivie de la prestation de serment du nouveau Président Evariste Ndayishimiye le 18 juin 2020. Il s'agit également de l'approbation, le 23 juin 2020, par l'Assemblée Nationale et le Sénat du Premier Ministre Alain Guillaume Bunyoni et Ir Prosper Bazombanza comme Vice-Président. La dernière semaine a été marquée par l'inhumation, le 26 juin 2020, de feu Président Pierre Nkurunziza et enfin la nomination des membres du nouveau gouvernement, le 28 juin 2020, qui compte en son sein des militaires haut gradés connus pour avoir trempé dans des crimes de sang et des crimes économiques.

Le rapport de juin 2020 ressort des violations graves de droits de l'homme commises pendant la période de deuil du Président Pierre Nkurunziza pour sanctionner les opposants politiques soupçonnés de manifester la joie consécutive à la disparition du Président.

Parallèlement à ces événements politiques, les Burundais souffrent économiquement car vivant sous le poids des spéculations, des détournements et des hausses de prix incontrôlées des produits de base. Ce sont aussi les souffrances liées aux conséquences graves liées à la pandémie du COVID-19 qui fait rage dans le pays sur fond de déni et d'irresponsabilité dans sa gestion et son contrôle. Dans le secteur de l'éducation, le rapport de ce mois de juin 2020 dénonce des détournements des aides alors que le secteur connaît des défis graves liés à l'insuffisance des bancs-pupitres et au manque de matériels didactiques et de matelas dans les internats.

## **I. DISPARITION DU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA SUIVIE PAR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT COMPOSE DE RESPONSABLES AVERES DE LA REPRESSION AVEUGLE CONTRE LES OPPOSANTS POLITIQUES**

En date du 09 juin 2020, le monde fut ahuri par la nouvelle de disparition inopinée du Président Pierre Nkurunziza dans un hôpital d'une province de l'intérieur du Burundi. Quinze ans après son règne sanglant, ce Président n'avait pas réussi à équiper de manière moderne un hôpital public de référence, jusqu'à ce que les services de cet hôpital soient obligés de réquisitionner un respirateur à partir d'un ancien hôpital de la Mairie de Bujumbura pour tenter, vainement, de sauver le Président « d'un arrêt cardiaque ». Entre temps, son épouse Denise Nkurunziza avait été évacuée, en cachette, dans un centre régional de soins de COVID-19 à Nairobi, au Kenya.



*Photo du Président défunt en enterrement*

La gestion de cette vacance de poste laissée par feu Président n'avait pas posé de problèmes au régime du CNDD-FDD qui avait bien désigné le successeur en passant par le *hold up* électoral du 20 mai 2020. Le nouveau Président Evariste Ndayishimiye va alors prêter serment dans la

précipitation, en date du 18 juin 2020, pour mettre en place un gouvernement qui suscite aujourd'hui de multiples interrogations, compte tenu de sa composition très critique.

Le peuple burundais qui était tombé dans le piège longtemps tendu par le régime Pierre Nkurunziza avait mis tous les espoirs dans les élections de mai 2020, croyant pouvoir imposer un changement de régime, derrière son leader charismatique Agathon Rwasa. Or, la stratégie adoptée par Pierre Nkurunziza, depuis le début de son régime, était d'agir dans l'ombre, de telle sorte que le peuple ne perd pas confiance en lui malgré les crimes commis par son entourage direct. Pendant la campagne électorale, Pierre Nkurunziza s'était donc montré en champion du changement en suscitant des espoirs que le plus méritant allait l'emporter ces scrutins. Les observateurs électoraux dont ceux de l'Eglise Catholique avaient enregistré des irrégularités graves y compris des bourrages d'urnes pour faire gagner le candidat du parti au pouvoir, mais Pierre Nkurunziza n'en avait dit un mot. Il organisait plutôt une croisade de prière pour remercier son dieu qui avait bien fait les choses. Pourtant, le candidat Agathon Rwasa avait brandi des preuves tangibles qui démontraient noir sur blanc qu'il avait gagné les élections du 20 mai 2020.

Revenons sur la prestation de serment précipité du Président Evariste Ndayishimiye et sur son discours à la Nation qui avait levé les équivoques de ceux qui avaient mis des espoirs de changement en sa candidature à la présidence du Burundi. Comme son prédécesseur au moment de son investiture, des burundais et des étrangers voyaient en Evariste Ndayishimiye, une personne de confiance qui n'avait pas trempé dans les différents crimes, et qui affichait une certaine franchise et une certaine ouverture. Il a fallu que les gens constatent la composition de son gouvernement pour comprendre. Mais là aussi, certains semblent croire que c'est le Premier Ministre Alain Guillaume Bunyoni qui est directement auteur de ce gouvernement qui suscite diverses inquiétudes. Pourtant, le nouveau Président n'avait pas caché ses intentions de poursuivre l'œuvre de son Maître, comme il n'avait d'ailleurs cessé de le déclarer à qui voulait l'entendre.



*Photo du nouveau Président en investiture le 18 juin 2020 à Gitega*

Son discours d'investiture était clair, les ennemis de la Nation restent les mêmes : « les colons » et les Burundais en exil. Pour le nouveau Président, les 15 années de pouvoir sur le compte de son parti politique et du Président Pierre Nkurunziza ont été un succès national et une fondation solide pour la construction du Burundi. Il faut donc œuvrer, selon lui, dans le même sens pour avancer : ne pas accepter l'opposition politique dont le nouveau Président ne comprend pas l'utilité, combattre « le colon », garder les relations diplomatiques tendues entre le pays et les pays occidentaux, entretenir le système de répression contre les opposants politiques, etc.

Pour tout dire, la composition du nouveau gouvernement n'inspire nullement confiance au peuple burundais qui aspirait au changement de gouvernance politique, sociale et économique. Celui-ci trouve plutôt que c'est un gouvernement militaire qui se prépare à la guerre, on ne sait contre qui, et qui risque de faire plus de mal que de bien au pays. Le Premier Ministre, Alain Guillaume Bunyoni, le super-Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, Gervais Ndirakobuca sont des symboles du mal burundais depuis le début de la répression politique de 2015.



*Photos de Gervais Ndirakobuca alias « je te tue » (à gauche) et Alain Guillaume Bunyoni (à droite)*

## **II. DES VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME LIEES AU DEUIL DE FEU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA**

**En province Cankuzo**, des jeunes de la milice Imbonerakure ont arbitrairement arrêté, en date du 15 juin 2020, le nommé Minani Gratien, membre du parti de l'opposition Congrès National pour la Liberté sur la colline Shinge, commune Kigamba. Ils l'ont conduit au cachot du commissariat communal de police à Kigamba l'accusant de n'avoir pas obéi au deuil national après la mort du Président Pierre Nkurunziza. Devant l'OPJ, les accusateurs disaient que leur victime avait injurié le cadavre du Président en disant que c'était un « chien mort », ce que

l'accusé niait catégoriquement, dénonçant un montage grotesque pour avoir un alibi de lui faire du mal.

Trois jours avant, un autre membre du CNL prénommé Gabriel avait été aussi arrêté sur la colline Humure de la même commune et incarcéré au même cachot accusé d'« avoir été content de la mort du président Nkurunziza».

**En province Makamba**, au moins 7 membres du parti politique CNL, Eric Ndayiragije, Eric Havyarimana, Jonathan Duniya, Zébedé Minani et Fidèle Kazobavamwo tous de la commune Kayogoro, Boniface Rwsa et Félix Ntibirangeza originaires de la commune Makamba ont été arrêtés dans la nuit du 09 au 10 juin 2020 et conduits par la suite dans le cachot du parquet de la République à Makamba, accusés tous d'avoir manifesté la joie après la mort du Président Pierre Nkurunziza en date du 08 juin 2020. Jusqu'à la fin de la période, les victimes n'avaient pas encore été interrogés et semblaient avoir été oubliées dans ce cachot du parquet de la République.

**En province Cibitoke**, des membres de la milice Imbonerakure Jacques Cyriaque Ntibibuka, Sylvestre Siborurema, Salvator Minani, Claude Gacaruzo et Nzoyisaba Chanel ont arrêté le 11 juin 2020 les nommés Emmanuel Manirakiza, Jean Nzoyisaba et Fabien Nzeyimana, tous membres du parti politique CNL sur la colline et zone Ruziba, commune Mugina, les accusant de fêter la mort du président Pierre Nkurunziza. Les victimes qui se trouvaient chacune chez elle, avaient été ligotées avant d'être conduites au cachot du commissariat communal de police de Mugina. Leurs voisins et familles dénonçaient un montage qui ne visait que de faire mal aux adversaires politiques du parti au pouvoir.

**En province Bujumbura**, des jeunes Imbonerakure en complicité avec des policiers à bord d'un véhicule sans immatriculation de type Probox ont enlevé, en date du 28 juin 2020, le nommé Charles Nzigirabarya, membre du CNL sur la colline Nyagatoke, zone Kiyenzi, commune Kanyosha. Les témoins affirment que la victime avait été ligotée et torturée avant d'être conduite à une destination inconnue de ses proches. Elle avait répondu à un appel téléphonique par des gens qui prétendaient vouloir lui donner du travail dans le domaine de la préparation de la viandeBarbecue, comme il s'y connaissait déjà. Sa famille l'avait vainement cherché dans tous

les cachots des provinces Bujumbura, Rumonge, et Mairie de Bujumbura. L'administration communale informée s'était contentée de dire qu'elle n'en était pas au courant.

En commune Mugongomanga, des Imbonerakure commandés par leur chef Bigirimana Franck, alias Abraham, ont tenté à plusieurs reprises d'assassiner le nommé Eric Gahungu, membre du parti politique de l'opposition Mouvement pour la Solidarité Nationale (MSD), originaire de la colline Rwibaga. En date du 23 juin 2020, ces Imbonerakure lui avaient tendu une embuscade vers 19h30 tout près du marché de bétail du centre de négoce de Rwibaga, et il n'a eu la vie sauve que grâce au désaccord sur son assassinat entre ces Imbonerakure. Au soir du 28 juin 2020, les mêmes malfaiteurs avaient encore une fois tenté de l'exécuter, et Gahungu a été sauvé par un de ses amis. Signalons que Gahungu Eric est un enseignant de l'ECOFO Buhoro, en zone Ijenda, mais il réside avec sa famille sur la colline Rwibaga. La victime avait essayé de porter plaintes aux instances habilitées mais sans aucune réaction. Pour le moment il a préféré vivre en clandestinité.

En commune Mukike, des Imbonerakure en complicité avec des policiers avaient arrêté en date du 12 juin 2020, au moins dix membres du parti CNL qui étaient mandataires aux élections et les avaient conduits au cachot du commissariat de police en commune Kabezi. Les familles des détenus n'avaient pas le droit de leur rendre visite.

En commune Mutimbuzi, le responsable communal du Service National de Renseignement du nom de Joe-Dassin Nduwimana, accompagné par deux policiers et trois Imbonerakure (Désiré Nkurunziza, Gasarara et Nyambariza Billy), avait enlevé en date du 02 mai 2020 le nommé Niyungeko Joseph mandataire politique du parti CNL en Zone Maramvya. La victime avait été tabassée, ligotée puis conduite vers une destination inconnue de ses proches.

**En province Rumonge**, le responsable provincial du SNR a arrêté deux membres du parti politique CNL en date du 16 juin 2020. Le premier André Hakizimana était candidat du conseil collinaire sur la colline Rukinga. Il avait été arrêté dans l'avant midi et conduit manu militari au cachot du commissariat provincial de police à Rumonge. Plus tard dans l'après midi, c'était le tour d'un certain Gasongo et représentant du même parti politique CNL au quartier Iteba au centre urbain de Rumonge. La représentation du parti CNL en commune Rumonge dénonçait des arrestations arbitraires qui annonçaient une nouvelle campagne d'intimidation à la veille des élections sénatoriales et collinaires.

**En province Mwaro**, la permanence du parti politique CNL située sur la colline Buhogo en commune Nyabihanga a été brûlée au cours de la nuit du 23 juin 2020. Des sources provenant de cette commune nous signalent des tensions entre les jeunes du parti CNDD-FDD et ceux du parti CNL depuis les élections de Mai dernier. Des échauffourées avaient eu lieu sur cette permanence au moment où des Imbonerakure avaient tenté d'empêcher une réunion du CNL qui allait s'y tenir.



*Photo du corps de la victime*

**En provinces Bubanza, Bururi et Cibitoke**, il a été observé des bavures policières consécutives au deuil de feu Président Pierre Nkurunziza décédé le 08 juin 2020.

Au soir du 15 juin 2020, sur la colline Gifurwe, zone Musenyi de la commune Mpada, APC Charles Hakizimana a fusillé à bout portant et tué Rénovat Nduwayo, vendeur de boissons dans une buvette du lieu. Il l'accusait d'émettre de la musique au moment du deuil du Président Pierre Nkurunziza.

**En province Bururi**, Batungwanayo Célestin, policier du commissariat provincial de police a tiré à bout portant, au soir du 20 juin 2020, sur Nzeyimana Méthode, jeune élève du Lycée communal de Gahama en commune Bururi. Les témoins rapportent que ce crime a été commis après une brève discussion, on ne sait sur quoi. Le jeune homme a succombé à ses blessures à l'hôpital de Bururi. Le criminel a été jugé par le Tribunal de Grande Instance de Bururi en flagrance le 30 juin 2020 et condamné à perpétuité pour meurtre avec préméditation.

**En province Cibitoke**, dans la nuit du 22 juin 2020, vers 22 heures, un policier du nom de Diomède Irinubushobozi a tiré à bout portant et tué Caporal-chef Nazaire Mpfayokurera,

militaire du camp Cibitoke. Celui-ci était dans son bistrot sur la Transversale 9, colline Rusiga, commune Rugombo. Le criminel a été jugé en procès de flagrance par le TGI et condamné à une peine à perpétuité. Des policiers qui étaient avec lui en patrouille dont le Brigadier Pascal Ntahomvukiye et APC Audace Gahungu ont été condamnés à une peine de 3 ans pour violation de domicile et d'une amende de 100 mille francs Burundi.

### **III. ECONOMIE : FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET SPECULATIONS RECCURENTES AUTOUR DU SUCRE PRODUIT PAR LA SOSUMO**

A la fin de la saison des pluies et avec les dernières récoltes, les produits alimentaires de base connaissent une flambée des prix, contrairement aux autres années pendant lesquelles cette période de récolte agricole en connaissait une diminution remarquable. Cette situation est due à des spéculations économiques qui sont devenues la règle de gouvernance politique et économique dans le pays. Les produits sont vendus illégalement dans les pays limitrophes à des prix plus imposants que dans le pays. C'est le cas du sucre, du ciment et des produits BRARUDI.

Aujourd'hui, le sucre SOSOMU est devenu une denrée très rare sur le territoire du Burundi. Le produit n'existe plus sur le marché officiel. Les grossistes de ce produit connus de la SOSUMO et supposés en assurer la distribution dans les provinces ne reçoivent qu'une petite quantité. Pour le moment, le sac de 50kg s'achète à 165 000FBu et le kg par fraude coûte 4 500 FBu alors que le prix officiel est de 2 500FBu. Les autorités de la SOSUMO en savent quelque chose mais continuent à feindre la normalité de la production et la distribution de ce produit.

En plus de la carence du sucre, il s'ajoute celle des produits de la BRARUDI. Au moment où nous vivons une période de récolte du haricot, ce produit alimentaire de base pour les burundais connaît actuellement une forte hausse de prix.

**En province Mwaro**, au marché du chef-lieu de la province, le prix d'un kilo de haricot varie entre 1 100FBu et 1 200FBu. Les clients s'étonnent de ce prix élevé car l'année dernière, à la même période, un kilo de haricot coûtait 600FBu. Le prix d'un kilo de semences de pomme de terre est de 2 000FBu. Les années dernières, à la même période, ce produit coûtait 1 300FBU. Ce

type de semences n'est même pas le type de semences sélectionnées, ce sont des semences que conservent les cultivateurs après la récolte.

L'utilisation d'engrais fabriqués au Burundi dit FOMI serait à l'origine de la faible production enregistrée pendant cette sémié passée. Selon les cultivateurs, la qualité obtenue ne se décompose pas dans le sol. Certains cultivateurs préfèrent acheter clandestinement et à leurs risques et périls les engrais importés qui sont plus efficaces.

**En province Gitega**, comme dans les autres provinces, le sucre est devenu rare, et s'il est disponible (bien sûr dans les boutiques des membres du parti au pouvoir), il coûte entre 3200FBu et 3 500FBu au lieu de 2 400FBu fixé par l'Etat. Le prix du kg de pomme de terre est passé de 700FBu à 1 200FBu. Avant ce produit qui connaît une faible production dans le pays était importée à partir du pays voisin le Rwanda.

Le haricot, qui habituellement coûtait 700FBu le kilo pendant la période de récolte coûte aujourd'hui le double de ce prix. Le prix d'un kg de grains de maïs est passé de 600FBu à 1 000FBu. Le riz est passé de 1600 à 2 000FBu le kilogramme. La farine de manioc coûte 650 alors qu'il était de 400FBu le kilogramme.

Au niveau local, certains habitants contactés expliquent cette flambée de prix par la dévaluation de la monnaie burundaise, la faible production, la taxation incontrôlée et les spéculations des autorités locales qui devaient réglementer le secteur.

Les matériaux de construction n'ont pas été à l'abri des spéculations. Une brique qui, l'année passée, coûtait 28FBu coûte maintenant 50FBu. Le prix d'un camion benne plein de moellon est passé de 80 000FBu à 110 000FBu. Une barre de fer de 12 m est passée de 15 000FBu à 19000FBu. Une tôle à toiture qui était à 18000FBu coûte actuellement 22000FBu. Une tôle métallique est passée de 46 000 à 52 000FBu. Un sac de ciment de 23 000FBu fixé par l'Etat à 26 000FBu. Un camion benne plein de sable est passé de 70 000 à 100 000FBu. Une lame de verre (vitre) est passée de 45 000 à 52 000FBu.

La dévaluation de la monnaie burundaise, le manque de devises pour les matériaux importés, les différentes taxes communales, de l'OBR et surtout du ministère de l'environnement très élevées pour les produits extraits localement sont les principales raisons qui expliquent la hausse des prix dans ce secteur de matériaux de construction.

**En province Muramvya**, nous dressons le tableau suivant qui illustre bien la situation des prix des produits de base au cours de cette dernière quinzaine du mois de juin 2020.

		<b>mai 2020</b>	<b>juin 2020</b>
<b>Article</b>	<b>Mesure</b>	<b>Prix</b>	<b>Prix</b>
Riz	1 kg	2 100	2 600
Haricot	1kg	1 300	1 600
Farine de manioc	1kg	1 000	1 300
Farine de maïs	1kg	1 200	1 400
Sel de cuisine	1kg	800	1 100
Huile de palme	Un bidon 5 L	9 000	12 000
Banane	1 bon régime	10.000-12.000	15 000-16 000
Patate douce	Un bon panier	4 000-5 000	9 000
Pomme de terre	1kg	900	1 200
Avocat	1 pièce	300	500
Sucre	1kg	2 500	3 500 (très rare)
Manioc	3 pièces	1 000	1 200
Colocase	Un bon panier	7 000	10 000
Viande	1 kg	9 000	10 000
Tomate	1 kg	1 100	2 200
Ananas	1 pièce	600	800
Loyer maison	2 Chambrettes + salon/mois	60 000	100 000
Ciment	1 sac	30 000	35 000 (rare)
Moulin	1kg manioc	60	100
Transport	Muramvya-Buja	4 000	5 000
	Muramvya-Gitega	3 000	4 000

Des fonctionnaires dont les salaires ne s'adaptent pas au coup de la vie se lamentent et déclarent joindre difficilement les deux bouts du mois.

**En province Rumonge**, le marché du mercredi 24 juin 2020 avait connu une hausse vertigineuse des prix. Un kg de grais de maïs coûtait 800FBu, un kg de farine de maïs 1200FBu, soit une hausse de 400FBu par rapport au marché précédent. Un kg de manioc sec s'achetait à 600 FBU, un kg de farine de manioc à 900FBu. Un bidon de 5litres d'huile de palme s'achetait à 11 500FBu, et le haricot local était à 1200FBu le kg. Le prix du riz de la variété burundaise variait entre 1600 et 1 700FBu le kg. Le prix du riz d'origine tanzanienne était de 2 500FBu le kg, la pomme de terre entre 900 et 1 000FBu le kg. D'après les commerçants du marché central de Rumonge, les prix avaient chuté par rapport aux mois précédents mais restaient toujours au dessus du pouvoir d'achat de la population en général.

Les principales raisons qui expliquent la persistante hausse des prix est la faible production agricole dans le pays ainsi que la fermeture des frontières due à la gestion du COVID-19 . Rumonge était approvisionnée par la Tanzanie et la RDC. Le port commercial de Rumonge fonctionnait grâce aux marchandises provenant des deux pays dont une grande partie était constituée de haricots, de riz, du poisson sec et d'huile de palme.

Avant le début de la crise politique de 2015, le marché burundais était inondé de la variété de pomme de terre dite Ruhengeri en provenance du Rwanda voisin. Actuellement que les relations ne sont pas aux beaux fixex, les échanges commerciaux se sont estompés entre ces deux pays. Dans différentes provinces du pays, le prix de la pomme de terre a doublé atteignant 1200FBu le kg alors qu'il était autour de 600FBu et moins.

Dans cette même province de Rumonge, le commerce des mandarines est lourdement affecté par le gèle des relations entre le Burundi et le Rwanda. Cette année, le prix d'un panier a chuté jusqu'à 2000FBu, alors qu'avant 2015, la même quantité se vendait facilement à 5000FBu. Actuellement, des femmes de faibles revenus qui faisaient vivre leurs ménages avec des revenus provenant de la vente des mandarines n'en peuvent plus. La zone Kizuka, l'une des zones les plus productives de ce fruit pleure actuellement la détérioration des relations commerciales entre le Burundi et le Rwanda qui a un fort impact négatif sur leur production et son écoulement.

## **IV. LA PANDEMIE DU COVID-19 SE PROPAGE A UNE GRANDE ALLURE SUR FOND DE CARENCE DE MEDICAMENTS**

Malgré la pandémie du COVID-19 qui fait rage dans le monde, le Burundi qui connaît une forte propagation communautaire ne s'est pas épargné des campagnes électorales et des rassemblements publics qui doivent avoir entraîné des contaminations à grande échelle. Au moment où plusieurs pays du monde avaient pris des mesures drastiques pour limiter les contaminations, au Burundi, les choses étaient restées comme avant : les marchés, les églises, les meetings électoraux, les écoles, les célébrations de diverses fêtes avaient continué à fonctionner comme si rien n'était. Le port de masques faciaux était presque interdit et des burundais mourraient sans avoir été testés alors qu'ils présentaient des symptômes de la pandémie.

La multiplication des patients qui en présentaient les symptômes avait fait que les hopitaux du pays refusent de les prendre en charge faute de moyens et de médicaments. Désespérés, les patients étaient contraints de se tourner vers l'automédication traditionnelle.

Dans la capitale économique comme à l'intérieur du pays, la population vivait une peur panique face aux multiples cas suspects de COVID-19, au moment où les autorités publiques au plus haut niveau affirmaient que le Burundi avait mis Dieu en avant et que ce dernier allait le préserver de cette pandémie. Les quelques mesures d'hygiène prises tel le lavage des mains, ne pas se serrer les mains, installer de l'eau et des désinfectant dans les lieux de rassemblement n'étaient pas encore mises dans les habitudes des Burundais. Les pratiques de salutations se faisaient toujours comme si rien n'était pour certains. D'autres n'avaient pas encore intégré dans leurs habitudes le lavage régulier des mains. D'autres croyaient carrément à la puissance de Dieu et pensaient se protéger contre le covid19 grâce à la prière.

Par manque et insuffisance de moyens pour faire face à la pandémie, après avoir chassé les représentants de l'Organisation Mondiale de la Santé, le pouvoir du CNDD-FDD avait choisi de présenter officiellement de faux chiffres qui ne correspondaient pas du tout à la réalité. En date du 5 juin 2020, le Ministre de la Santé et de lutte contre le SIDA, Dr Thadée Ndikumana s'était contenté de déclarer seulement soixante trois (63) cas testés positifs, dont trois cas à l'intérieur

du pays. Il avait tout de même reconnu que la pandémie n'était plus exclusivement transmise par des gens venus de l'étranger, mais qu'il existait des patients qui attrapaient le virus étant à l'intérieur du pays sans avoir jamais été en dehors du Burundi.

**En province Rumonge**, un patient qui venait de passer plusieurs jours à l'hôpital de Rumonge avait été transféré le 04 juin 2020 à l'un des hôpitaux de Bujumbura et avait été testé positif au COVID-19. Une délégation de l'équipe de riposte avait été dépêchée à l'hôpital de Rumonge pour identifier les personnes ayant eu des contacts avec le patient. Tout le personnel du service de médecine interne de l'hôpital Rumonge avait été confiné à partir de vendredi 5 juin 2020. Selon une source interne à cet hôpital, ils avaient reçu l'ordre de rester confinés à la maison. Une mesure jugée inefficace puisqu'aucun suivi n'était fait pour voir s'ils l'avaient respectée. En outre, il n'y avait pas de mesures de protection pour les membres des familles d'où était venu le patient, ceux-ci, tout comme ses amis l'ayant visité à la maison et à l'hôpital.

Toujours dans cette province de Rumonge, nous avons appris le matin du 16 juin 2020 la mort d'un prêtre de la paroisse de Rumonge. Les sources contactées avaient affirmé que ce prêtre était mort du COVID-19 à l'hôpital BUMEREC à Bujumbura où il était hospitalisé depuis une semaine. Des sources sur place à Rumonge avaient déclaré qu'il avait attrapé la pandémie à la suite de ses activités de prière pour les malades. Il avait l'habitude de prier pour les malades hospitalisés à l'hôpital de Rumonge où un premier cas de COVID-19 s'était déclaré depuis le 25 mai 2020.

Curieusement, la paroisse de Rumonge était restée fonctionnelle sans aucune mesure de protection. Une peur panique s'était installée au sein de la population du chef-lieu de la province Rumonge, et surtout au sein des fidèles de la paroisse catholique. Bien que des kits de lavage des mains aient été placés sur tous les lieux de rassemblement, parking, marchés, boutiques, écoles, banques et autres endroits, les gens n'avaient pas encore eu l'habitude de se laver les mains. Dans les bus de transport, on remarquait que les transporteurs continuaient à entasser les passagers sans masques de protection. Un masque de protection efficace contre le covid19 pouvait d'ailleurs coûter 12000FBU, ce dont le citoyen lambda ne peut se procurer facilement. Dans certaines pharmacies, nous avons remarqué que les prix des désinfectants portatifs variaient entre 3000 et 8000FBU selon la qualité. Ce qui ne facilite pas la tâche pour les populations de faibles revenus.

**En province Cibitoke**, trois cas suspects de Covid19 dont un chef de service chargé des finances avaient été observés à l'hôpital de Cibitoke. Ils avaient été tous évacués à Bujumbura et leurs familles mises en confinement depuis le samedi 21 juin 2020. Le gouverneur de la province Cibitoke avait interdit de diffuser cette information sans autorisation du ministère de la santé publique. Tous les médecins et infirmiers de l'hôpital Cibitoke vivaient une grande peur et pensaient avoir attrapé le COVID-19.

**En province Bujumbura**, le district sanitaire de la commune Kabezi regorgeait de patients qui présentaient des symptômes de COVID-19 depuis le 16 juin 2020. Des médecins et infirmiers sur place nous informaient qu'il y avait au moins 18 patients qui présentaient des signes de covid19, mais qui n'étaient pas encore testés jusque dimanche le 21 juin 2020. La situation était similaire à l'hôpital de Rushubi en commune Isare où des infirmiers et médecins identifiaient au moins 15 patients qui présentaient des signes de COVID-19 depuis le 17 juin 2020. Ces mêmes sources nous avaient affirmé que jusqu'au 22 juin 2020, les services habilités pour tester les malades n'avaient pas encore répondu.

Joël Nibigira, médecin provincial contacté disait qu'il s'agissait des rumeurs entretenues par des opposants politiques et que la situation sanitaire était relativement bonne dans sa province.

**En Mairie de Bujumbura**, 12 patients atteints de covid19 étaient pris en charge à l'hôpital militaire de Kamenge en date du 12 juin 2020. Des sources proches de cet hôpital disaient que la place réservée aux personnes présentant des symptômes de cette pandémie était chaque fois débordée. L'ancien bloc de maternité et le bloc 12 avaient été réquisitionnés pour héberger les patients souffrant de cette pandémie dans le but d'éviter la contamination des autres malades. Face à l'augmentation des effectifs, l'hôpital était obligé de les transférer ailleurs dans les autres hôpitaux de la capitale pour avoir des places et accueillir de nouveaux cas. Des sources sur place dans cet hôpital nous révélaient qu'en tout 18 cas étaient déjà guéris et que l'hôpital n'avait enregistré qu'un seul cas de décès.

Au Centre Hospitalo- universitaire de Kamenge, la situation du COVID-19 était aussi dramatique qu'à l'hôpital militaire, selon certaines sources médicales contactées. L'hôpital n'avait pas de réactifs depuis deux semaines.

Les patients présentant des symptômes du COVID-19 n'étaient pas isolés des autres malades et n'étaient pas testés. A notre passage le 12 juin 2020, nos sources disaient ne pas être à mesure de dire combien de cas de COVID-19 à cet hôpital ou combien auraient été soignés par cet hôpital. Des sources proches du personnel de L'hôpital roi Khaled s'inquiétaient de l'exposition des médecins, des infirmiers, des patients, des gardes malades et des visiteurs.

Le seul respirateur dont disposait l'hôpital avait été réquisitionné dimanche le 7 juin 2020 pour tenter de sauver le Président Pierre Nkurunziza qui était hospitalisé à l'hôpital Karusi.

Signalons aussi que des cas de COVID-19 avaient été déclarés dans les provinces de Ruyigi et Cankuzo.

A côté de la pandémie de COVID-19 qui fait rage, d'autres maladies comme le paludisme et le choléra sévissent dans le pays et ne sont pas non plus prises en charge comme il se doit. La carence de médicaments pour soigner les malades est signalée presque partout dans le pays. En province Ngozi par exemple, les centres de santé ne possédaient pas de médicaments pour soigner le paludisme. Si le dépistage montrait que l'individu testé portait la maladie, les infirmiers l'exigeaient d'aller acheter ces médicaments dans les pharmacies privées.

## **V. EDUCATION : DETOURNEMENT DES AIDES MALGRE L'INSUFFISANCE DU MATERIEL DIDACTIQUE, DE BANCS PUPITRES ET DE MATELAS DANS LES ECOLES**

Les effets liés à la crise politique de 2015 ont durablement affecté le secteur de l'éducation et de l'enseignement burundais. Les partenaires éducatifs qui assistaient ce secteur avaient considérablement réduit leurs interventions suite à l'insécurité et à la gouvernance socio-politique et économique qui avait prouvé ses limites et ses déficits. Le régime du parti CNDD-FDD avait décliné toutes les offres de paix et de coopération préférant s'engouffrer dans l'isolement pour cacher ses dérives et ses incapacités à protéger l'ensemble des intérêts du peuple burundais. Ainsi, le secteur de l'enseignement a été délaissé au détriment des éduqués et des parents.

**En province Muramvya**, des écoliers s'assoient à 4 ou même à 5 sur un seul banc pupitre destiné normalement à deux enfants. A l'Ecole Fondamentale de Murama située en commune

Mbuye, 84 écoliers de la 1<sup>ère</sup> année se partagent 18 bancs pupitres, et 79 de la 2<sup>ème</sup> année se partagent 17 bancs pupitres. Ici on remarque qu'ils s'assoient à plus de 4 par banc pupitre.

Il en était de même à l'Ecole Fondamentale de Rugari de la même commune, où en 1<sup>ère</sup> année, la classe de 91 écoliers disposait de seulement 21 bancs pupitres. Le Directeur Eommunal de l'Education dans cette commune, indiquait que la question a été soumise au Conseil Communal depuis longtemps et que rien n'avait été fait.

En commune Bukeye, la 2<sup>ème</sup> année B de l'Ecole Fondamentale de Gatukuza comptait 83 écoliers sur seulement 17 bancs pupitres disponibles dans cette classe. Il en était de même pour l'Ecole Fondamentale de Buhorwa où 78 écoliers de la 3<sup>ème</sup> année ne disposaient que de 18 bancs pupitres. En 4<sup>ème</sup> année à cette même école, 79 écoliers se partageaient seulement 17 bancs pupitres. Les ECOFO Bukwavu et Gahaga souffraient des mêmes difficultés. Le ratio écolier-pupitre était de 3,5 écoliers par banc- pupitre.

**En province Bujumbura**, le lycée communal Gitwe se trouvant sur la colline Rwibaga zone Ijenda, en commune Mugongo-Manga manquait encore, à la veille du début des grandes vacances, au moins 65 bancs pupitres, du matériel didactique et des enseignants qualifiés.

Des parents accusaient Jean Claude Niyoyahageje, le directeur de cet établissement d'avoir détourné les fonds destinés à l'achat des bancs-pupitres estimés à 1500FBU par élève. Depuis le début de l'année scolaire qui s'achève, au moins 5 enseignants qualifiés manquaient, et certains cours n'ont même pas pu être dispensés.

A l'ECOFO Buhoro se trouvant sur la colline Buhoro, zone Ijenda, commune Mugongo-Manga, Gahungu Helménégilde, le directeur de l'école regrettait que pendant la campagne électorale, tous les enseignants membres du CNDD-FDD ne vauaient plus à leurs activités suite à la propagande de leur parti politique. Sur cet établissement, il y avait un manque de 4 enseignants, 25 pupitres, 99 livres d'élèves et 11 livres d'enseignants depuis le début de l'année scolaire 2019-2020.

Dans des écoles où le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) assiste des cantines scolaires, les parents et les enfants déplorent des détournements de vivres constitués notamment de riz, d'huile de coton, de farines de maïs, au su et au vu de tous.

**En province Ngozi** par exemple, ils accusent cette organisation de ne pas suivre de près la gestion de ces vivres tout en reconnaissant que les directeurs des écoles en collaboration avec des enseignants détournent d'énormes quantités de cette aide. Dans certaines écoles, l'on voit des enseignants rentrant du service avec des bidons d'huile de coton et des sacs de de riz. Des directeurs d'écoles collaborent avec des autorités communales, policières et du parti au pouvoir pour profiter de ces vivres destinés aux enfants. Nous avons notamment observé cela dans les écoles fondamentales de Cagura, Mukoni, Gitamo et Rusunwe, toutes de la commune Ruhororo.

L'autre défi constaté dans nos écoles publiques, c'est le manque de matelas dans les écoles à régime d'internat. Nous avons visité des écoles des provinces Cibitoke et Bubanza. A l'ITAB Bubanza, les élèves dorment à même le sol sur de tous petits matelas usés.

Le même constat a été fait au Lycée Cibitoke en commune Rugombo et au Lycée Butara en commune Bukinanyana. Les enfants et les parents se lamentent et demandent que le pouvoir prenne en priorité ce problème avant l'ouverture prochaine de la nouvelle année scolaire.



*Photo des matelas usés destinés à 2 ou 3 élèves chacun*

## **VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Le système politique du CNDD-FDD s'installe violemment et durablement au Burundi, et rien ne semble le faire bouger. Le peuple burundais avait tout fait pour le changer lors des élections de mai, mais il a fait face à la « violence d'Etat » en lieu et place du « système démocratique ». La mise en place des nouvelles institutions de l'Etat montre que la démocratie est un concept qui va s'éloignant de plus en plus du vécu quotidien du peuple burundais. Le parti CNDD-FDD se prépare à régner en maître absolu après avoir détourné les résultats des élections de mai 2020. Ainsi, le pays va droit dans les travers du passé avec un système de parti unique, parti-Etat et dictature militaire.

Les violations de droits de l'homme qui caractérisent le mode de gouvernance du parti CNDD-FDD ont encore une fois marqué cette période de juin 2020. L'espoir d'un changement de gouvernance à travers la candidature d'Evariste Ndayirshimiye s'est ainsi estompé et le désespoir est visible dans le pays.

Le peuple est aussi désespéré devant la montée vertigineuse des contaminations non contrôlées du COVID-19 dans l'indifférence de l'autorité publique, la récurrence des maladies inconnues, des épidémies de choléra et de malaria, les hausses de prix non régulées pour les produits alimentaires de base, les détournements de la production du sucre et le manque d'autres produits de première nécessité jadis facilement trouvable sur le marché burundais.

Compte tenu de ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

### **Aux institutions de l'Etat, et plus particulièrement au chef de l'Etat :**

- De mettre fin aux violences politiques et aux violations des droits et libertés des citoyens;
- De démanteler la milice Imbonerakure et amener les auteurs des crimes à répondre de leurs actes ;
- De rompre avec l'héritage criminel du régime de Pierre Nkurunziza et d'instaurer plutôt une ouverture politique notamment en organisant un dialogue sincère avec l'opposition interne et en exil et renouant les relations diplomatiques avec d'autres pays ;

- De restaurer un Etat de droits et sécurisé pour tous les burundais et les étrangers vivant au Burundi, socle de la cohabitation pacifique et l'harmonie nationale, conditions d'un développement durable ;
- De mettre en avant et en priorité nationale la santé de la population, l'éducation nationale et l'assainissement de la gestion de l'Etat ;
- De renforcer les mesures de lutte visant l'arrêt de la propagation du COVID-19 qui fait rage dans le pays ;

**A la communauté internationale et aux organisations internationales**

- De maintenir les sanctions prises contre le gouvernement du Burundi aussi longtemps que subsistera les violations des droits de l'homme, le terrorisme d'Etat et le verrouillage de l'espace politique et civique